

Nouvelles locales du mardi 28 juillet 2015

@rib News, 28/07/2015 **Politique** - Le parti CNDD-FDD estime que la Constitution doit être modifiée pour qu'il y ait un gouvernement d'union nationale. Selon le porte-parole de ce parti, ce gouvernement d'union nationale n'est pas concevable tant que la Constitution reste telle qu'elle est actuellement. Daniel Gashyamba Ndabirabe fait constater que le parti au pouvoir est favorable à ce gouvernement et demande aux chefs d'Etat de la sous-région de l'Afrique de l'Est de que les Burundais arrivent à la modification de la Constitution.

- Le président de la coalition «Amizero yabarundi» a tenu à expliquer la raison pour laquelle il a opté pour siéger au Parlement. Après avoir surpris en allant siéger dans l'hémicycle de Kigobe, le numéro un de l'opposition a expliqué sa présence malgré sa contestation des élections auxquelles il n'a pas participé. Agathon Rwasa trouve que les élections ont eu lieu, malgré les cris de tout le monde. Mais quoi qu'il en soit, au cœur même de ces erreurs, c'est un message de la population qui a demandé à être représenté. «Si nous refusons au peuple ce droit, serions-nous en train de l'aider d'une quelconque manière ?» se demande-t-il. «En attendant que les questions politiques du moment trouvent une réponse, ce qui peut être fait doit être : c'est notre position», a-t-il martelé. - Alors que les conseillers communaux devraient lire vendredi de la semaine dernière les sénateurs, la mairie de Bujumbura n'a pas manqué au rendez-vous. Les favoris étaient Madame Ahishakiye Emelance du CNDD-FDD et Jacques Bigirimana président du FNL. Après la présentation des candidats, une chose a pourtant étonné plus d'un. En effet, Jacques Bigirimana a refusé de présenter sa candidature ce qui a laissé le champ libre à Monsieur Barampama Remy du CNDD-FDD qui venait d'être élu administrateur de la nouvelle commune de Ntakangwa. - Les observateurs ne sont pas parvenus à expliquer ce comportement pour un président d'un parti de l'opposition qui n'avait pas remporté la chambre basse et qui comptait pour cette chance pour siéger à la chambre haute. Selon des informations sur place, il a juste dit qu'il a le droit de refuser cette candidature alors que certains conseillers criaient scandale affirmant que Jacques Birigimana méritait bien cette place vu ses efforts pour le pays et plus particulièrement pour le président Nkurunziza et que donc il devrait occuper ce poste. Les explications qu'il a pu fournir n'ont pourtant pas convaincu. Mais d'autres sources proches du parti au pouvoir font savoir qu'il devra être servi plus tard puisqu'un autre poste plus élevé attendrait. Certains disent même qu'il préférerait garder le poste de directeur commercial à l'Office du Trésor (OTB) qu'il occupe actuellement. **Sécurité** - Une personne qui serait parmi ceux qui ont attaqué la localité de Rukambasi aurait été arrêtée par la police dans la commune Nyanza-lac de la province Makamba. De plus, 28 fusils de type Kalachnikov, 60 chargeurs, 1215 munitions et 23 tenues militaires ont été saisis. Selon le commissaire régional de la police, ce travail a connu des succès grâce à la collaboration parfaite entre les autorités administratives de la province, les forces de l'ordre et la population. Eustache Ntagahoraho d'abord par la même occasion les informations selon lesquelles des éléments de l'armée auraient pris part à ces affrontements. - Le gouverneur de la province Makamba affirme de son côté que la population était unie même auparavant et la tranquillise en lui demandant de ne pas se laisser et de continuer à travailler ensemble avec les forces de l'ordre et les instances judiciaires. Gilbert Nduwayo, qui vient d'être élu député pour le compte de sa province, affirme que la personne arrêtée a affirmé qu'il avait demandé à aller apprendre le maniement des armes dans le but de commettre des embuscades sur les véhicules de transport. Cette autorité précise que la province Makamba est sécurisée puisque la situation est maîtrisable. Elle renchérit que plus de 27.000 personnes qui avaient fui le pays en provenance de cette province sont déjà rentrées.

Economie - Après que la Banque de la République du Burundi (RBR) ait décidé de changer les anciens billets de 5.000, 10.000, 2.000 et 500F, ces derniers ne seront plus fonctionnels sur le territoire burundais à partir de ce mercredi 29 juillet 2015. Chaque détenteur de ces billets usagers doit se rendre à la Banque de la République du Burundi (BRB) pour en obtenir de nouveaux. Le gouvernement avait fait cette annonce, il y a deux mois. Le changement des billets s'applique désormais et ces derniers jours, de longues files se font observer devant les banques commerciales qui ont préféré aider la Banque centrale dans ce travail d'échanger ces anciens billets. Après mercredi, les détenteurs des anciens billets devront s'adresser à la BRB seulement, c'est-à-dire à Bujumbura, à Ngozi. **Diplomatie** - La Mission Electorale des Nations Unies au Burundi (MENUB) a sorti une déclaration sur la mascarade électorale du 21 juillet. Selon ce bureau de l'ONU, même si le jour du scrutin était paisible et les opérations conduites d'une manière adéquate, l'environnement général n'était pas propice au déroulement d'un scrutin libre, crédible et inclusif. Cette conclusion rejoint celle des observateurs de l'EAC. Rappelons que dans ce même ordre d'idées, les Etats-Unis (John Kerry et Barack Obama), le Royaume-Uni, la Belgique (Didier Reynders), l'Union Européenne (Federica Mogherini), la France (Laurent Fabius), et bien d'autres ont jugé ni libres ni crédibles les élections du 21 juillet. Pour la campagne Halte au Troisième Mandat, Nkurunziza ne pourra pas se moquer de tout un peuple. Il ne peut pas être le président du Burundi au-delà du 26 août 2015. Il n'y a pas eu d'élections et les organisations engagées dans cette campagne rappellent qu'elles ne reconnaissent pas les institutions issues de cette mascarade.